

*Initiatives ministérielles*

en temps, on est obligé de dire non. Puis ce n'est pas drôle comme député d'être obligé de dire non.

Et dans le temps des Libéraux, dans le temps de Pierre Elliott Trudeau, eux autres disaient oui à tout le monde. Résultat: un déficit absolument extraordinaire, que nous devons supporter aujourd'hui et pour très longtemps, mes enfants, mes arrière-petits-enfants, les intérêts sur cette dette-là, monsieur le Président, et le capital on n'en parle même pas.

J'arrivais à vous dire donc que de ce côté-ci de la Chambre, nous avons dit qu'il fallait arrêter les dépenses publiques. C'était le temps de ces folies-là au Canada de «garrocher» de l'argent à gauche puis à droite, mais ce n'est pas facile de prendre une machine qui pendant des années était *wide open*, qui dépensait l'argent des contribuables, puis de ramener cette machine-là à des normes un peu plus raisonnables. Nous l'avons fait depuis sept ans, pas de façon parfaite, mais les Libéraux eux dépensaient 14 p. 100 de plus par année, à chaque Budget. Nous, c'est 3,4 p. 100 par année. Il a fallu dire non à des milliers et des milliers de Canadiens, monsieur le Président, ce n'est pas toujours comique.

Et on veut continuer de faire ça. Cependant, alors que les Canadiens ne veulent plus que l'État dépense, on a ici, monsieur le Président, le livre *État des projets de loi et des motions*. Pour les Canadiens qui ne savent pas ce que c'est, des motions, c'est une présentation qu'un député, de n'importe quel parti, peut faire à la Chambre, demandant à la Chambre de se prononcer sur une question donnée.

Et dans ce livre-là, monsieur le Président, des motions il y en a des centaines. J'étais en train de les compter. Je pense qu'il y en a 500 ou 600. Il y en a quelques-unes de députés de ce côté-ci de la Chambre, mais la plupart des motions viennent du Nouveau parti démocratique. C'est assez curieux. Je suis en train de les compter aujourd'hui, je vais avoir le résultat final, monsieur le Président, et j'irai vous porter ça. Ça vous fera une bonne lecture de chevet ce soir. Je pense qu'il y a 200, 300 motions déposées par des députés du Nouveau parti démocratique. Il y en a à peu près 200 sur ces 300 qui demandent des nouvelles dépenses, la création de nouveaux ministères, de nouveaux départements, de nouveaux comités d'enquête, donner ci pour ça, donner de l'argent à un tel, à une telle, à tel groupe, à peu près à tout le monde au Canada.

• (1340)

Le Nouveau parti démocratique trouve que 192 milliards de dollars par année ce n'est pas assez. Il trouve le moyen de présenter 200 motions pour dire aux Canadiens: On ne dépense pas assez à Ottawa, il faudrait dépenser encore plus. Ce sont des gens qui n'ont jamais

compris comment ça marchait l'économie, puis qui veulent faire plaisir à tout le monde. Oui, oui, oui. Ah vous voulez avoir telle chose, oui, on va vous donner ça. On est généreux nous le gouvernement du Canada. On va vider les poches des contribuables canadiens, mais ça ce n'est pas grave, nous autres on est dans l'opposition.

Ce qui est assez surprenant, monsieur le Président, c'est que les Libéraux qui ont pourtant été au pouvoir assez longtemps trouvent le moyen eux aussi. Ils commencent à nous dire qu'actuellement le déficit les préoccupe. Vous avez remarqué ça. C'est le député de LaSalle—Émard qui a perdu sa convention au leadership de son parti, puis je trouvais que c'était intéressant ce qu'il disait. C'est un gars qui disait: Bien, oui, il faudrait peut-être commencer à ralentir les dépenses de l'État. Les militants libéraux l'ont battu pour élire comme chef de leur parti le député de Beauséjour, lui qui sait comment faire ça des dépenses, monsieur le Président.

Hier après-midi, à la période des questions orales, le chef de l'opposition, député de Beauséjour, s'est levé. Vous auriez dû y voir la face.

Il était fâché. Il était crispé, puis il regardait le président du Conseil du Trésor, puis il le pointait du doigt en lui disant: N'est-ce pas épouvantable que ce gouvernement-là ait laissé 14 jours de grève pour les producteurs de l'Ouest dans le domaine des grains, puis le transport des grains. On est en train de perdre, et c'est ce qu'il disait et je le cite: «On perd 30 millions de dollars par semaine actuellement avec cette grève. Pourquoi, monsieur le président du Conseil du Trésor, n'avez-vous pas inclus les travailleurs qui font le transport des céréales et de la manutention du grain dans les services essentiels?» Parce que lui, écoutez, c'est une grosse perte pour l'économie, 30 millions. On est d'accord de notre côté de la Chambre, qu'effectivement c'est une grosse perte, puis c'est pour ça qu'on présente une loi spéciale, parce que l'intérêt du Canada actuellement passe avant le droit de grève, de qui que ce soit dans ce pays, et cet intérêt-là est menacé de façon sérieuse.

Mais ce qui est encore pire, monsieur le Président, c'est que le chef de l'opposition qui a eu l'audace hier et le front de venir reprocher ça au président du Conseil du Trésor, qu'après deux semaines de grève, cela n'a plus d'allure, l'économie canadienne dans l'Ouest, les fermiers vont être ruinés. Le chef de l'opposition, figurez-vous donc, qu'en 1975—tiens, tiens—c'était lui qui était le président du Conseil du Trésor du Canada, et savez-vous ce qui est arrivé en 1975, monsieur le Président, avec le chef de l'opposition, président du Conseil du Trésor? Il y a eu une grève dans la manutention et le transport du grain dans le Canada, dans l'Ouest canadien, il y a eu une grève. Regardez ce qu'il a fait. Pour vous montrer que ces